

Pendant les élections la crise continue.

Posté le : 6 mars 2012 10:20 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Crise mondiale, Economie et politique

La campagne électorale française est à peu près totalement nulle. Aucun des candidats n'a la moindre proposition sérieuse et il ne s'agit plus que d'un combat douteux de "communicants" pris dans un jeu de rôle débile. Le vent mauvais détecté il y a quelques semaines est devenu pestilentiel.

La France est «un pays de collabo néo-fasciste» affirme un bobo qui rêve de faire fortune dans le cinéma avec un talent minuscule tout en conservant son aura "de gauche". "On sombre dans le communisme pur et dur qui ruinait les malheureux qui subissait le régime en leur donnant la satisfaction des exactions faites aux autres : tu ne manges pas mais regarde ce qu'on fait aux paysans", affirme un partisan de l'autre bord. Nous revoici à la guerre entre fascistes et communistes, entre chemises brunes et chemises rouges, des années trente. Presque cent ans déjà.

Chacun des candidats en est à essayer à surprendre l'autre "pour prendre la direction de la campagne sur ses thèmes" en lâchant des énormités. Le candidat de la "normalité" trouve "normal" d'avoir une fiscalité hors norme, une durée de travail hors norme, un taux de dépenses publiques hors norme, une position européenne contraire à l'avis de tous les autres. Dans l'autre camp on explique que les citoyens devront désormais avoir un éthylotest dans leur voiture, les élèves un uniforme, et que les pratiques bizarres de préparation de la viande dans les religions juive et musulmane pourraient tout de même disparaître. Bientôt on vérifiera la manière de se gratter le nez.

Chacun s'essaie à trouver ses boucs émissaires. Entre les "mauvais Français" qui n'acceptent pas d'être tondu ras sans autre raison que l'arbitraire politicien, et les "mauvais étrangers" qui nous font tant de mal, choisissez M'sieurs-dames, le marché de la haine est ouvert.

En un mot, le niveau zéro de la politique qui n'échappe pas d'ailleurs au public que la campagne dégoûte après l'avoir déçu. Il faut dire que les deux personnalités qui combattent sont des nains médiocres sortis au forceps du ventre de partis intellectuellement et socialement moribonds et devenus de simples écuries féodalises.

Pendant ce temps là, le monde chemine.

"D'après les chiffres cités par les deux journaux, l'avis d'imposition du fondateur du réseau social Facebook pourrait afficher neuf zéro. Le Fisc devrait en effet lui réclamer cette année la coquette somme de 1,5 à 2 milliards de dollars."

Ah si cette innovation avait eu lieu en France ! Mais non. La France n'innove plus depuis longtemps. Elle a voulu, sous la houlette de hauts fonctionnaire, généralement socialistes, un capitalisme sans capitaux et sans capitalistes, avec une surfiscalisation délirante.

Elle est sortie de l'histoire économique.

Mme Bettencourt ? Une survivante des années trente. Il n'y aura pas de nouvelle madame Bettencourt en France. Impossible. M. Arnaut ? Un malin qui a fédéré les industries du luxe avec

l'aide de l'état et des banques. Mais les acheteurs du luxe n'existent plus en France. On fait avec de l'ancien non renouvelable.

Glencore va de son côté ramener des centaines de millions de francs suisse au fisc suisse. Aurait-on pu avoir un Glencore en France. Non. Evidemment non.

La France est sortie de l'histoire économique après avoir fait partie de toutes les révolutions et les créations industrielles pendant 200 ans. Il est vrai que nous aspirons d'abord à "casser du riche" et à devenir une exemplaire démocratie non populaire qui régent la vie des citoyens dans le détail en l'empêchant de vivre sa vie dans un monde qui s'ouvre.

La Suisse et la Belgique sont agacées par l'arrivée ininterrompue de riches fuyant la France. Sévèrement prise à partie par les américains, elle supprime progressivement son secret bancaire, qui est presque mort. On n'en est plus à Rubik. Les déposants devront dire qu'ils sont en règle. Comme cela s'ils sont pris, ce ne sera pas la faute de la Suisse mais du vilain menteur. Une votation propose de créer des droits de succession à 20%. On interdit de plus en plus aux étrangers de s'installer en Suisse ou d'acheter des biens immobiliers. Les prix de toute façon sont devenus tels que seuls les plus riches peuvent envisager de payer des fortunes pareilles. Les frontaliers sont en ligne de mire.

La Suisse s'ouvre à la moralité internationale en se repliant, une figure de style assez curieuse.

La Belgique suit le même chemin. La hausse du prix de l'immobilier est mise toute entière sur les dos des déménageurs français. Et si la Wallonie était rattachée à la France ?

Les étrangers contemplent avec mépris ou étonnement, ce pays, autrefois leader du monde, qui se suicide avec frénésie et le sauve qui peut qui s'en suit. Et tentent d'en profiter mais sans être submergés.

La conjoncture mondiale, elle, s'effondre. La Chine n'exporte plus. En janvier et février et mars, elle aura connu une baisse de ses exportations. L'Allemagne en subit le contrecoup. Les voitures allemandes ne se vendent plus comme des petits pains. Le repli est partout. Les Etats-Unis sont sous perfusion monétaire comme les européens.

Des milliers de milliards de Dollars et d'Euros sortent des imprimeries, dopant artificiellement non pas les économies mais les bourses et les marchés de matières premières. Pardi, on n'a fait aucune réforme du système monétaire international ! Mais les flottes de "freighters" restent à quai. Les pays "émergents" piquent du nez, alors qu'on envisageait de se refaire en attaquant vigoureusement ces marchés.

Les causes de la crise ne sont toujours pas comprises. Les mesures curciales ne sont toujours pas prises.

Le réveil post électoral sera saumâtre.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes é-toile.